

# Une Europe durable / Pour une Politique Agricole et Alimentaire

## Ce que l'on entend par là / Notre objectif :

Faire que l'agriculture européenne continue de nourrir quantitativement et qualitativement l'Europe, tout en participant plus efficacement aux équilibres alimentaires mondiaux. Mais la PAC doit aussi se mettre au service d'une agriculture plus durable, qui préserve la biosphère et contribue à l'aménagement de nos territoires.

## Qu'avons-nous obtenu ? / Ou en sommes nous ?

Sur le bilan de santé de la PAC, nous avons défendu un projet global dans lequel aides aux agriculteurs et promotion d'un développement rural (aide à l'installation, etc.) sont compatibles et dépendantes. Nous avons par exemple obtenu l'inclusion de l'emploi comme critère dans l'attribution des aides, le maintien des aides aux petits agriculteurs et l'application de la progressivité dans l'application de la modulation. Aussi, nous nous sommes battus pour que la PAC propose davantage de répartition entre régions, types d'agriculture et d'exploitation (superficie).

Nous avons également lutté pour que les secteurs en difficulté (élevage, vins) et les zones en difficulté bénéficient d'aides supplémentaires. Par ailleurs, grâce à notre action, des avancées importantes ont été obtenues en matière de protection des écosystèmes et de défense d'une agriculture de qualité.

## Ce qu'a fait la droite / exemples, votes clés :

- Sur le bilan de santé, elle a voté pour un affaiblissement des filets de sécurité, pour une libéralisation accrue du secteur agricole et s'est notamment prononcée en faveur de la suppression des quotas laitiers. Elle a, en permanence, sapé les bases des instruments de régulation existants dans la PAC (*la droite française peut malgré tout avoir des positions particulières sur ces points précis*).
- En matière d'OGM, elle a donné raison au lobby industriel et a tenté d'imposer un développement sans contrôle de ces productions.
- Suite à la crise alimentaire, la droite a souhaité maintenir dans de nombreux textes des mentions relatives à l'importance du marché, en oubliant de mettre en valeur la dimension alimentaire de l'agriculture.
- Enfin, la droite a voté en faveur de nombreuses dispositions affirmant que la protection de l'environnement est une véritable contrainte pour l'agriculture européenne (exemple de l'utilisation des pesticides).

## Ce que nous proposons :

- Réaffirmer l'importance des instruments de régulation et de gestion des marchés, plus que jamais nécessaires dans le contexte de crise que nous connaissons, ainsi que la nécessité de préserver une Politique agricole Communautaire forte (lutte contre la renationalisation de la PAC)
- Une révolution verte : l'agriculture biologique et d'autres modèles d'agricultures économes doivent devenir les modes de production privilégiés en Europe, et ce, au regard des critères de performance sociale, environnementale et économique. Nous voulons que les consommateurs puissent accéder à des produits de qualité à des prix raisonnables, et ce, grâce à une politique d'incitation financière ambitieuse destinée à ce type de production agricole.
- Nous nous battons pour que l'agriculture participe à la lutte contre le réchauffement climatique, à la préservation de la biodiversité et à la protection des sols ; cela exige des changements fondamentaux dans la manière de concevoir les pratiques agricoles et la valorisation de modèles visant à produire plus et mieux.

- Nous lutterons contre la concentration croissante du marché dans le secteur de la grande distribution alimentaire afin que les situations de monopoles ne conduisent pas à une mauvaise répartition de la valeur ajoutée (qui affecte autant les producteurs que les consommateurs).
- L'UE doit se montrer davantage cohérente et proactive sur la question de la sécurité alimentaire mondiale, notamment grâce à la dimension agriculture de l'aide au développement. Nous agirons pour que toutes les agricultures et les cultures alimentaires du monde soient valorisées et que les pays en développement puissent bénéficier de plus de protections commerciales (à travers une réforme des règles de l'OMC).
- Nous proposerons que le commerce équitable fasse l'objet d'une stratégie d'encadrement et de développement à l'échelle européenne, afin que les agriculteurs des pays tiers profitent véritablement de l'utilisation de ce "label".
- Nous agirons pour que la culture d'OGM soit strictement contrôlée et soit uniquement envisageable dans le cadre de recherches publiques en milieu fermé.
- Nous défendrons une politique ambitieuse de développement et d'aménagement équilibré des territoires qui place l'Homme au centre des priorités, avec des objectifs de renouvellement des générations d'agriculteurs et de main tien de territoires vivants.